

# Afrique



## Appui au développement autonome pour accélérer la croissance

Conséquence des crises financière et économique mondiale et de l'évolution erratique des prix du baril de brut, le taux de croissance africain n'aura été que de 2,5 % en 2009 (contre 5,6 % en 2008), celui de l'Afrique subsaharienne atteignant à peine 2,1 % (contre 5,5 % en 2008). Toutefois, le continent africain étant richement doté en ressources naturelles comme le pétrole, le gaz naturel et les métaux rares, il devrait connaître une croissance régulière. D'autant qu'il dispose d'un énorme marché potentiel de plus de 900 millions de consommateurs répartis dans 53 pays. On a d'ailleurs noté des signes de reprise économique en 2010. Certes, l'Afrique doit faire face à de multiples problèmes comme la réduction de la pauvreté, mais elle progresse dans l'appropriation de ses propres défis, et des initiatives conjointes voient le jour un peu partout sur le continent et entre ses différentes sous-régions.

Le Japon, qui soutient activement le processus de la TICAD (conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique), déploie des efforts destinés à promouvoir la croissance durable de l'Afrique depuis les années 1990. Lors de la quatrième TICAD (TICAD IV) qui s'est tenue à Yokohama en 2008, le gouvernement japonais s'est engagé devant la communauté internationale à doubler son aide en faveur de l'Afrique d'ici 2012. Pour concrétiser cet engagement, la JICA assure une aide axée sur le développement autonome de l'Afrique.

### Principales stratégies d'aide

#### Suivi des engagements de la TICAD IV et mise en œuvre du plan d'action de Yokohama

Le plan d'action de Yokohama adopté lors de la TICAD IV en mai 2008 privilégie trois enjeux via l'extension des partenariats entre la communauté internationale et l'Afrique.

#### 1. Accélération de la croissance économique en Afrique

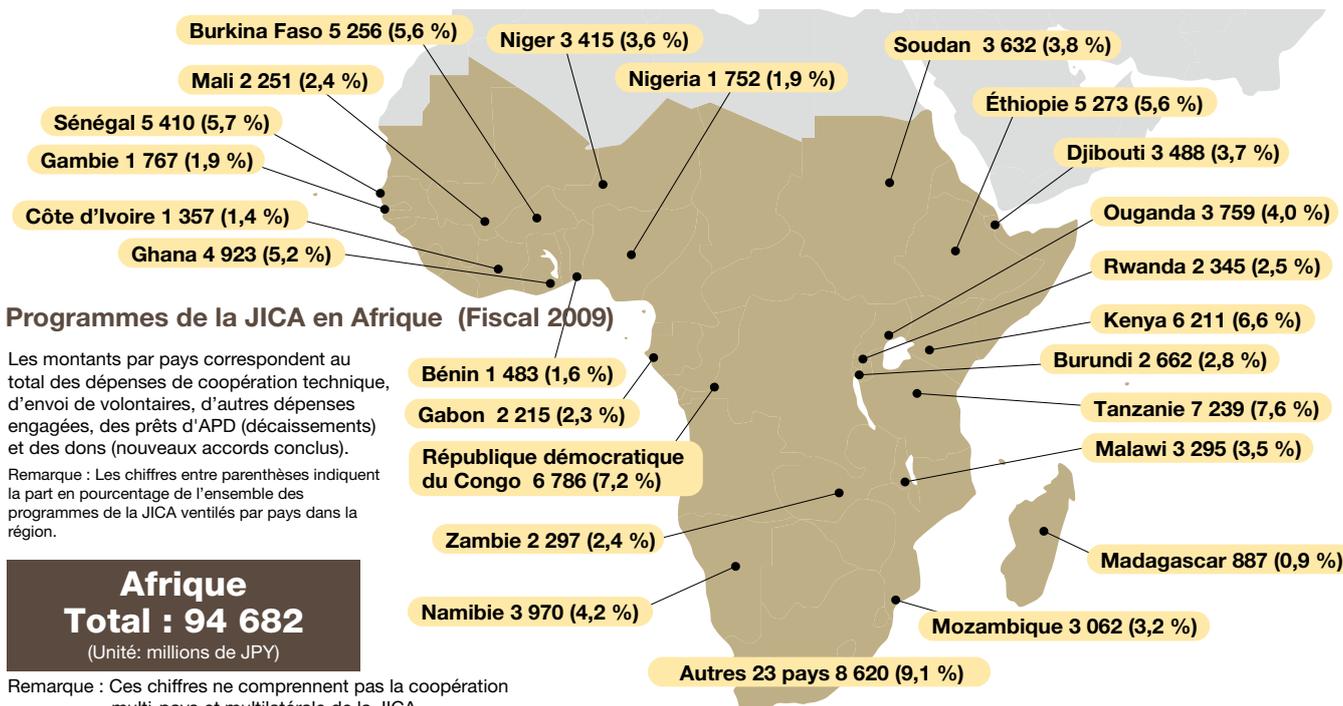
- Mise en place d'infrastructures régionales, notamment énergétiques et de transport ; extension de l'appui au projet de poste frontière à guichet unique.
- Soutien à l'amélioration de la productivité agricole, plus particulièrement rizicole ; accroissement de la production alimentaire via la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (Coalition for African Rice Development ou CARD).

#### 2. Garantie de la sécurité humaine

- Appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) : construction d'écoles primaires, lutte contre les maladies infectieuses, etc.
- Appui aux projets de développement et de reconstruction qui favorisent la stabilité régionale, une paix durable et une bonne gouvernance.

#### 3. Prise en compte des enjeux environnementaux et climatiques

- Élaboration et mise en œuvre de projets visant à renforcer les capacités des pays africains en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets.
- Gestion des ressources hydriques, et notamment approvisionnement en eau salubre.



L'Afrique a connu une croissance économique stable ces dernières années ; elle a en effet bénéficié de l'augmentation des investissements étrangers après l'achèvement de plusieurs conflits régionaux, ainsi que de l'envolée des prix du brut et des minerais, qui comptent parmi ses ressources. Ces dix dernières années, elle a enregistré un taux de croissance annuel moyen de plus de 5 %, certains pays dépassant même les 10 %. Cela étant, les crises financière et économique survenues à la fin de 2008 ont fragilisé la planète sur les plans politique et socioéconomique, et elles ont eu des répercussions particulièrement graves sur le continent africain, déjà confronté à des problèmes comme la pauvreté, la faiblesse de la productivité agricole et le manque d'infrastructures.

## Questions et actions prioritaires

### Concrétiser l'engagement du Japon de doubler l'APD en faveur de l'Afrique d'ici 2012

Le gouvernement japonais s'est engagé à doubler son aide à l'Afrique d'ici 2012, par rapport à la moyenne de ses contributions pour la période 2003-2007.

Pour permettre l'obtention de résultats tangibles à l'échéance annoncée, la JICA a entrepris de réexaminer de manière exhaustive les besoins d'aide des différents pays et régions d'Afrique, et de concentrer ses ressources sur les domaines prioritaires, en conformité avec les objectifs du plan d'action de Yokohama.

### Accélérer la croissance de l'économie africaine

Les initiatives spécifiques pour parvenir à cet objectif sont : (1) l'aménagement d'infrastructures vitales : transports, télécommunications, énergie électrique ; (2) la mise en place de cadres régissant le commerce et les investissements, afin de tirer la croissance ; (3) la relance de l'agriculture, dont dépend 70 % de la population africaine ; et (4) le développement de ressources humaines capables d'instaurer une croissance durable, l'accent étant mis sur l'enseignement scientifique, mathématique et technique.

#### 1. Promouvoir le développement des infrastructures régionales

Beaucoup de pays africains sont privés d'accès à la mer. Ainsi, plus on tarde à construire des infrastructures transfrontières et à rationaliser les procédures de douane, plus on freine l'intégration des économies régionales, l'extension des marchés et la revitalisation des économies rurales.

La JICA privilégie le développement d'infrastructures régionales comme les routes et les lignes électriques transfrontières. Son aide ne se limite pas à la construction des infrastructures physiques : elle contribue également au développement des ressources humaines qui assureront la maintenance, la gestion et l'exploitation de ces équipements, ainsi qu'au développement communautaire.

Par exemple, le projet d'amélioration du réseau routier entre le Kenya et la Tanzanie, financé par un prêt d'APD, comportait un volet formation du personnel des douanes dans une optique de simplification des procédures de passage des frontières (poste

face à cette situation difficile, la JICA a doté son département Afrique d'un bureau de suivi de la TICAD IV en octobre 2008. Cette structure rebaptisée « bureau du processus de la TICAD » en mai 2009 est chargée de vérifier l'efficacité de l'aide fournie par le biais de la TICAD IV, et d'élaborer et de coordonner les plans généraux de la JICA pour le suivi des initiatives de la TICAD IV. Ce bureau doit aider la JICA à identifier et analyser avec davantage de précision les nouveaux besoins d'aide de chaque pays d'Afrique, et assurer la mise en œuvre continue du plan d'action de Yokohama.

frontière à guichet unique). Signalons que le premier poste de ce type a commencé à fonctionner en décembre 2009 à Chirundu, à la frontière entre la Zambie et le Zimbabwe. Au Mozambique, des aires de repos multifonctions (*michinoeki*) ont été aménagées au bord des routes pour permettre aux résidents locaux de profiter des retombées économiques de ces projets.

#### 2. Encourager le commerce et les investissements étrangers directs

Les investissements étrangers directs ont fortement progressé sur le continent africain, passant de 10 milliards USD en 2000 à 90 milliards USD en 2008. Les investissements en provenance de pays comme la Chine, l'Inde et la Malaisie, notamment, sont en hausse, ce qui génère des emplois et des opportunités de croissance en Afrique.

Toutefois, de nombreux pays africains ne se sont pas encore dotés des politiques et des systèmes nécessaires pour promouvoir le développement du secteur privé, le commerce et les investissements. De plus, le secteur privé étant constitué pour l'essentiel de petites et moyennes entreprises (PME), la compétitivité liée aux compétences techniques et au développement de produits nouveaux reste médiocre, entre autres problèmes.

La JICA apporte une aide dans plusieurs directions : (1) aide destinée à créer un climat propice aux investissements et à promouvoir des activités de RSE (responsabilité sociale d'entreprise) de la part d'entreprises japonaises ; (2) appui au secteur privé local ; et (3) soutien à la promotion des exportations de produits africains – renforcement du développement de produits et amélioration de l'environnement d'importation, notamment.

L'Agence soutient le projet de promotion des investissements en Zambie – Triangle de l'espoir, destiné à instaurer un environnement propice à l'investissement dans ce pays, en collaboration avec la Malaisie. Douze groupes de travail ont été mis sur pied pour améliorer l'impact du projet ; chaque groupe comprend des représentants des secteurs public et privé et se concentre sur des questions comme les zones économiques multi-services, les technologies de l'information et de la communication (TIC) ou le tourisme.

Par ailleurs, les entreprises privées du continent africain ont bénéficié de 300 millions USD de prêts et d'investissements via la Banque africaine de développement.



### 3. Accroître la production alimentaire en revitalisant l'agriculture

Les pénuries alimentaires provoquées par l'envolée des prix mondiaux des denrées alimentaires et par les sécheresses, inondations et autres catastrophes naturelles sont un grave problème en Afrique. Compte tenu d'un renchérissement des importations céréalières de 3 à 4 % par an et d'un taux de croissance démographique élevé (de l'ordre de 2 %), il est urgent d'accroître la production alimentaire.

Or l'agriculture africaine pâtit de techniques de production médiocres, d'une utilisation insuffisante des engrais et autres intrants agrochimiques, et de systèmes d'irrigation inadaptés. Autant de raisons qui expliquent la faible productivité des terres. Ainsi, les cultivateurs sont dans l'impossibilité d'accroître leurs revenus, et d'affecter des ressources à l'amélioration des techniques de production. Cette situation engendre des problèmes d'ordre socioéconomique comme la hausse des importations alimentaires, la détérioration des ressources naturelles, la désertification et l'afflux massif de population rurale vers les villes – phénomène qui va de pair avec l'abandon des activités agricoles.

La JICA soutient le développement du NERICA (nouveau riz pour l'Afrique), une variété adaptée au climat africain, et elle assure une aide plus particulièrement axée sur la promotion de la riziculture en Afrique. Le lancement de la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD) a été annoncé lors de la TICAD IV, avec l'objectif de doubler la production de riz sur ce continent d'ici 2018. Pour parvenir à cet objectif, la JICA collabore avec l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), la FAO, le Centre du riz pour l'Afrique (ADRAO), l'Institut international de recherche sur le riz (IIRR) et d'autres organisations au développement et à la diffusion de techniques adaptées à différentes formes de riziculture. Il s'agit notamment de la riziculture pluviale et de la riziculture irriguée, priorité étant donnée à des techniques culturales et méthodes d'exploitation agricole validées par de précédents projets d'aide. Ces activités, qui ont démarré en Ouganda, au Ghana et en Tanzanie, sont en cours de diffusion vers les pays voisins.

### 4. Développement scientifique et technologique pour renforcer la compétitivité internationale

Dans le contexte actuel, marqué par la mondialisation et l'économie du savoir, l'Afrique doit prendre des initiatives afin de développer un large éventail de ressources humaines capables de porter la croissance économique.

Les efforts doivent porter non seulement sur l'éducation de base, mais aussi sur l'élaboration et la mise en œuvre de politiques d'enseignement supérieur en phase avec les politiques nationales et les besoins de l'industrie. Par ailleurs, l'Afrique doit instaurer un environnement qui permette d'enrayer la fuite des cerveaux et d'encourager le retour des talents expatriés. La JICA contribue à développer l'infrastructure des ressources humaines, qui englobe l'ensemble du secteur éducatif.

Par exemple, pour répondre aux besoins des pays d'Afrique subsaharienne en matière de développement scientifique, technologique et industriel, l'Agence s'emploie à diffuser des technologies vers les pays voisins de l'Ouganda et du Sénégal, qui ont bénéficié de sa coopération en matière d'enseignement technique et de formation professionnelle. De plus, la JICA entend aider le Rwanda à évoluer vers une économie du savoir en formant des techniciens qualifiés dans les TIC. Par conséquent, l'Agence

appuie des projets visant à valoriser les ressources humaines dans les domaines scientifiques et techniques à tous les niveaux du système éducatif (formation technique, professionnelle et pédagogique pour l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau secondaire et supérieur).

La JICA soutient également la revitalisation de l'industrie comme moteur de développement économique.

### Garantie de la sécurité humaine

Pour contribuer au développement et à la réduction de la pauvreté, la JICA ambitionne d'aider les pays concernés à se libérer de la pauvreté et de la faim, et à compenser leur déficit éducatif ainsi que l'accès insuffisant aux services sanitaires et médicaux. S'agissant de la paix et de la sécurité, la JICA déploie des activités devant permettre aux populations de vivre à l'abri de la peur suscitée par les conflits, le terrorisme, la criminalité, les violations des droits humains, les épidémies, la destruction de l'environnement, les crises économiques et les catastrophes naturelles. De plus, en apportant un soutien au développement communautaire, à l'éducation, à la santé et à la consolidation de la paix, la JICA veille à ce que ses programmes de coopération bénéficient effectivement aux individus auxquels ils sont destinés.

#### 1. Développement communautaire pour améliorer les conditions d'existence

La JICA réalise de nombreux projets répondant à une approche communautaire, intégrée et intersectorielle.

Le développement de la province orientale du Rwanda a pour objectif d'améliorer les conditions de vie et les revenus des habitants des villages ruraux. Le développement de la communauté obéit à une approche intégrée qui combine plusieurs aspects : adduction d'eau et assainissement, développement agricole et rural, transports. Au Kenya, la JICA mène le programme sur l'autonomisation des communautés rurales et celui sur l'autonomisation des petits exploitants et la création d'activités rémunératrices – à l'appui de la production horticole et rizicole. En Tanzanie et en Ouganda, l'Agence met en œuvre le programme de développement du secteur agricole, axé sur la promotion de la riziculture. Elle appuie par ailleurs le développement de l'agriculture et des villages ruraux, qui englobe des efforts pour accroître la productivité agricole, ainsi que des initiatives visant à améliorer l'accès à l'eau en Éthiopie et à Madagascar.

Le programme « Un village, un produit » (UVUP), qui s'appuie sur des expériences japonaises, gagne du terrain dans de nombreux pays. Au Malawi, grâce à l'ingéniosité des habitants, une vingtaine de produits nouveaux ont fait leur apparition sur les marchés locaux. Le beurre de karité est désormais commercialisé au Ghana et exporté au Japon et ailleurs sous forme de savon et de crème pour les mains. La JICA apporte une aide adaptée à la situation et aux systèmes de chaque pays afin de diffuser largement le programme UVUP.

#### 2. Améliorer l'éducation de base et l'enseignement des mathématiques et des sciences dans le secondaire

La JICA déploie des efforts pour élargir l'accès à l'instruction de base, faire progresser la qualité de l'éducation et améliorer la gestion scolaire.

Le Niger est situé dans une région, l'Afrique de l'Ouest, où l'on déplore

le plus faible taux d'accès à l'éducation primaire. Dans le cadre du projet d'École pour tous qu'elle met en œuvre dans ce pays, la JICA encourage les résidents à participer à l'administration de leurs écoles, et elle promeut

la collaboration avec les communautés locales pour inciter les enfants à aller à l'école. Impressionné par les résultats obtenus dans la région pilote, le gouvernement nigérien a adopté des mesures pour faire appliquer le

**Étude de cas**
**La réfection de routes prépare l'avenir du corridor économique de Nacala**
**Mozambique : Projet de rénovation de la route Nampula-Cuamba**

**Le corridor économique de Nacala s'étend du port mozambicain de Nacala à la Zambie en traversant le Malawi. Ce grand axe routier revêt une importance primordiale pour le développement intégré de la région.**

**En mars 2010, la JICA a accordé un prêt d'APD d'environ 6 milliards JPY destiné à améliorer la route Nampula-Cuamba. Ce projet est cofinancé avec la Banque africaine de développement et d'autres organismes au titre de l'initiative d'Assistance renforcée au secteur privé en Afrique (EPSA for Africa).**

**Réfection des grands axes endommagés durant la guerre civile**

Baignée par les eaux de l'océan Indien, la ville de Nacala est située dans la région nord du Mozambique. Elle constitue un important centre de distribution pour le pays, comme pour le Malawi et la Zambie, ses voisins enclavés. Deux liaisons parallèles, une routière, l'autre ferroviaire, partent de Nacala vers le Malawi. Mais 17 années de guerre civile (1975-1992) ont ravagé le territoire mozambicain et détruit les principales voies routières et ferrées. Au Mozambique, la réhabilitation de l'infrastructure routière est essentielle pour faire reculer la pauvreté. De ce fait, depuis les années 1990, la Banque mondiale et l'UE se sont attelées à des programmes de gestion des routes et des ponts.

Le tronçon de la route nationale 13 (RN13) reliant Nampula et Cuamba s'étire sur 353 km et constitue un maillon vital du corridor économique de Nacala. Malgré son importance, cet axe n'est pas bitumé et devient difficilement praticable durant la saison des pluies. La RN13 est une voie de communication majeure pour le développement économique tant régional que transnational notamment dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Des travaux de réhabilitation ont donc été planifiés par le gouvernement

mozambicain, et la JICA a octroyé un prêt d'APD japonaise en cofinancement avec la Banque africaine de développement. Le Fonds coréen de coopération pour le développement économique a également soutenu ce projet qui constitue, à ce titre, le premier prêt d'APD cofinancé par le Japon et la Corée.

**Soutien à l'agriculture, aux installations portuaires, à l'éducation et aux soins médicaux pour un développement intégré**

En 2006, la JICA a réalisé une étude d'élaboration de projet. L'objectif des travaux routiers est de permettre un trafic régulier même durant la saison des pluies. Ceci contribuera à revitaliser les activités commerciales le long du corridor de Nacala. À son tour, la relance économique des provinces de Niassa et Nampula – dont le développement est particulièrement à la traîne au Mozambique – sera fortement impulsée induisant un recul de la pauvreté. Le prêt d'APD du Japon s'inscrit dans cette démarche.

L'étude conduite par la JICA porte sur la rénovation d'un tronçon routier de 150 km, entre Cuamba et la frontière occidentale avec le Malawi, à vocation de corridor international. La JICA projette également de réaliser une étude sur la réhabilitation et l'extension du port de Nacala, en prévision de l'augmentation du volume de fret transitant par ce port après la mise en place du corridor économique de Nacala. De plus, la JICA envisage un soutien intégré – développement agricole via un partenariat avec le Brésil, éducation et santé – afin de promouvoir le développement des régions traversées par le corridor économique de Nacala.

**Un point de vue local**

**Aderito A. Guilamba**

**Directeur, Département des projets, Administration nationale des routes (Administração Nacional de Estradas, ANE)**

Bitumer la route Nampula-Cuamba est une priorité du gouvernement. Les résidents, les travailleurs agricoles et les petites et moyennes entreprises, tous ont vraiment hâte que les travaux commencent. Après la mise en service de la route, la durée du trajet sera réduite de neuf à cinq heures et le coût sera également moindre. Je participe à ce projet depuis la phase de planification et je suis convaincu qu'une meilleure distribution permettra non seulement d'accroître les retombées économiques mais qu'elle améliorera aussi beaucoup les conditions de vie des populations pauvres vivant dans la région.

**Un point de vue local**

**Ioustauturo Antonio**

**Maire de la ville de Ribáuè, district de Ribáuè, province de Nampula, Mozambique**

Le bitumage du corridor économique de Nacala aura un impact considérable sur l'accélération du développement de la ville. Il favorisera non seulement l'essor économique, mais améliorera aussi les conditions d'existence des habitants, alors nous en sommes très reconnaissants...

**Saimon Nburma**

**Professeur de l'enseignement secondaire de la ville de Ribáuè, district de Ribáuè, province de Nampula, Mozambique**

Les populations des régions voisines ainsi que les habitants de la ville attendent avec impatience que la route soit terminée. La liaison routière avec l'hôpital de Nampula est tellement mauvaise que les voitures quittent la route à mi-chemin, si bien que beaucoup de personnes ont trouvé la mort en allant à l'hôpital. La pluie est essentielle pour l'agriculture mais la seule pensée de ne pouvoir utiliser la route quand il pleut nous décourage. Tout ce que nous pouvons faire c'est prier afin qu'il n'arrive rien de grave. Grâce à ces travaux d'amélioration de la route, nous n'aurons plus à redouter le début de la saison des pluies.



La route non revêtue du corridor économique de Nacala devient souvent impraticable durant la saison des pluies. (Photo : Mika Tanimoto)



Un portique de stockage empile les conteneurs dans le port de Nacala



modèle développé dans le cadre de ce projet à toutes les écoles primaires du pays. La JICA envisage d'étendre ces activités à d'autres pays d'Afrique de l'Ouest.

Au Kenya, l'Agence mène depuis 1998 un projet destiné à renforcer l'enseignement des mathématiques et des sciences dans le secondaire. Ce projet a mobilisé l'attention des pays voisins, donnant lieu à la création d'un réseau régional en 2002. Il concerne aujourd'hui 34 pays.

### 3. Prévention des maladies infectieuses, amélioration de la santé maternelle et infantile et renforcement des systèmes de santé

Les maladies infectieuses, les complications liées à la grossesse ou à l'accouchement, la dénutrition et les retards de croissance chez les enfants sont autant de menaces concrètes pour la santé humaine.

La JICA contribue à la lutte contre les maladies infectieuses en se concentrant sur certaines maladies – activités de prévention, d'éducation et de sensibilisation au VIH/sida, notamment –, et elle assure une aide en faveur de la santé génésique et de la santé maternelle et infantile dans des pays comme l'Angola et le Sénégal. Ces mesures doivent contribuer à la réalisation des OMD (objectifs du Millénaire pour le développement) liés à la santé : réduction de la mortalité des moins de cinq ans, amélioration de la santé des femmes enceintes, prévention de la propagation des maladies infectieuses.

Les initiatives liées au renforcement du système de santé visent à développer les capacités des administrations sanitaires locales et à étayer les activités de santé communautaire. La JICA espère étendre des activités de ce type à une vaste zone géographique dans le cadre de son projet de développement des capacités de l'administration publique au Ghana.

### 4. Consolidation de la paix

La paix et la sécurité sont des conditions préalables au développement socioéconomique de l'Afrique. La situation politique se stabilise aujourd'hui, après l'achèvement de nombreux conflits sur ce continent. Dans des pays comme le Mozambique, l'Angola et le Rwanda, qui sont sortis d'un conflit, la paix se consolide à mesure que l'État de droit et le processus de réconciliation interethnique progressent.

La JICA contribue à la consolidation de la paix par diverses activités telles que (1) l'appui à la planification urbaine de Juba, la principale ville du Sud-Soudan, et à la reconstruction des infrastructures de base les plus urgentes comme les ponts ; (2) la formation pour la démocratisation de la police en RDC (République démocratique du Congo), en collaboration avec les Nations unies ; et (3) l'aide à la réintégration sociale des enfants meurtris par la guerre civile en Sierra Leone, ainsi qu'à la remise en état des réseaux de distribution d'eau et d'électricité de ce pays.

### Prise en compte des problèmes environnementaux et climatiques

Face à la lourde menace que représente le changement climatique pour le développement africain, la JICA déploie de nombreux efforts à l'appui de mesures d'atténuation et d'adaptation. Le Japon utilise plusieurs mécanismes de financement pour aider les pays en développement à concilier croissance économique et protection de l'environnement. Les mesures qui bénéficient de ce soutien visent à : (1) réduire les émissions de gaz à effet de serre afin de lutter contre le changement climatique ; (2) prendre en compte les impacts négatifs de ce

## Transposer en Afrique les expériences asiatiques réussies dans le cadre du processus de la TICAD soutenu par le Japon

À la différence de nombreux pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est, dont la croissance économique a démarré vers le milieu des années 1970, l'Afrique a longtemps connu la stagnation.

En Asie, près de 60 % de l'APD bilatérale du Japon a servi à financer le développement des infrastructures. La communauté internationale s'est félicitée de cette aide qui a créé des conditions favorables à l'investissement privé et fait naître des synergies. Certes, les expériences des pays asiatiques ne peuvent être transposées directement en Afrique, car ces deux continents ont chacun leur histoire, leur environnement naturel et leurs caractéristiques socioéconomiques. Mais il importe que l'Afrique comprenne comment le « miracle est-asiatique » s'est produit, qu'elle reconsidère le rôle joué par l'État, la répartition des revenus et le développement durable, et qu'elle prenne conscience de la nécessité d'élaborer ses propres stratégies de développement.

Depuis la tenue de la première TICAD en 1993, le Japon n'a cessé de souligner l'importance de l'appropriation par les pays africains de leur processus de développement, et celle des partenariats avec la communauté internationale. C'est l'un des fondements du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), un

concept de développement intégré élaboré par les Africains eux-mêmes en 2001.

Pour contribuer au NEPAD, la JICA facilite le recours aux partenariats public-privé (PPP) reposant sur le déploiement d'APD et de capitaux privés, en coopération avec des pays asiatiques qui s'inspirent de leurs propres expériences.

Dans le cadre de la coopération Asie-Afrique, la JICA appuie des efforts destinés à appliquer

la méthode des 5S (« *Seiri, Seiton, Seiso, Seiketsu, Shitsuke* » : débarrasser, ranger, nettoyer, standardiser, être rigoureux) – une méthode japonaise de gestion de la qualité – à la gestion hospitalière dans les pays africains (Sri Lanka), au développement de l'agriculture à Madagascar (Indonésie), et à la mise en place d'un environnement favorable aux investissements en Zambie (Malaisie).

#### Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) : rappel des grandes étapes

TICAD I Octobre 1993 (Tokyo)	Y participent 48 pays africains, 12 pays donateurs et des organisations internationales. Adoption de la déclaration de Tokyo, par laquelle la communauté internationale s'accorde à considérer le développement africain comme un enjeu prioritaire.
TICAD II Octobre 1998 (Tokyo)	Y participent 51 pays africains, 29 pays donateurs et des organisations internationales. Adoption du Programme d'action de Tokyo, qui définit des objectifs communs et des mesures à prendre pour favoriser le développement socioéconomique, la bonne gouvernance, la prévention des conflits et le développement post-conflictuel.
TICAD III Septembre 2003 (Tokyo)	Y participent 50 pays africains, 39 pays donateurs et des organisations internationales. Adoption de la déclaration du dixième anniversaire de la TICAD, qui met l'accent sur la consolidation de la paix, le développement centré sur l'être humain et la réduction de la pauvreté par la croissance économique.
TICAD IV Mai 2008 (Yokohama)	Y participent 51 pays africains, 34 pays donateurs et des organisations internationales. Adoption de la déclaration de Yokohama : le Japon s'engage à doubler son aide, en se concentrant sur le développement agricole, le commerce et les investissements, la promotion du tourisme et la valorisation des ressources humaines. Le plan d'action de Yokohama fournit un carnet de route pour l'aide à l'Afrique au cours des cinq années à venir. Un mécanisme de suivi de la TICAD est mis en place.

changement pour pouvoir s'y adapter ; et (3) promouvoir le recours aux énergies propres – énergie solaire, hydraulique ou géothermique, notamment.

Les activités de la JICA appuient en priorité les mesures d'adaptation, telles que la lutte contre les inondations, la sécheresse, la désertification et les pénuries d'eau, la coopération en vue de développer et de généraliser l'adoption du riz NERICA (Nouveau riz pour l'Afrique) – une variété de riz résistante à la sécheresse –, la construction de systèmes d'irrigation et la lutte antipaludique.

De plus, dans les pays bordant le Sahara, la JICA intensifie ses efforts en faveur du développement des ressources forestières afin de prévenir la désertification, et du développement et de la diffusion des énergies renouvelables (hydraulique et solaire, notamment).

L'Agence a octroyé son premier prêt d'APD au titre de la lutte contre le changement climatique en Afrique subsaharienne à un projet d'extension de la centrale géothermique d'Olkaria.

## Étude de cas

### Appui à la santé des nourrissons et des femmes enceintes

#### Ghana : Projet de mise en œuvre en vraie grandeur du CHPS

**Les efforts du Ghana pour réduire la mortalité des mères et celle des enfants de moins de cinq ans ont progressé lentement du fait de l'accès insuffisant aux services sanitaires de base. Dans les zones rurales du nord du pays, par exemple, le taux de mortalité infantile est deux fois supérieur au taux de mortalité moyen de la population ghanéenne.**

**Pour remédier à cette situation, la JICA collabore depuis 2006 avec le Service de Santé du Ghana - l'agence d'exécution du ministère de la Santé. La JICA assure un appui destiné à renforcer les services sanitaires de base dans la région du Haut Ghana occidental, dans le nord du pays.**

#### Mesures destinées à améliorer l'environnement sanitaire au niveau local

Le Ghana a élaboré une stratégie de réduction de la pauvreté fondée sur la croissance économique, et désigné comme prioritaires l'accès aux services de santé, la prévention du paludisme et celle du VIH/sida. Dans le cadre de ces efforts, le gouvernement prévoit de se doter d'une politique de planification des services de santé communautaire (CHPS) afin d'élargir l'accès des Ghanéens aux services sanitaires de base et d'améliorer l'environnement sanitaire au niveau local.

À cet effet, le gouvernement ghanéen, et plus particulièrement ses équipes de gestion sanitaire de district, ont joué un rôle central en découpant le territoire national en aires de santé de 3 000 à 5 000 personnes, et en dotant chacune de ces aires d'un comité de santé communautaire. En collaboration avec les habitants, des agents de santé communautaire (ASC) effectuent des visites médicales à domicile, proposent des bilans de santé dans les écoles, promeuvent la planification familiale et émettent un premier diagnostic ; ils font le lien avec les institutions médicales de niveau supérieur. Or en 2004, selon un rapport, seules 84 aires dans l'ensemble du pays avaient atteint la dernière étape, et seulement 1,9 % de la population

ghanéenne bénéficiait de ces efforts.

En réponse à une demande du gouvernement ghanéen, la JICA a assuré une coopération technique et mis en œuvre dès 2006 le lancement d'un projet (phase 1) dans deux districts de la région du Haut Ghana occidental.

#### Combinaison de l'aide sous forme de dons et de l'envoi de JOCV

Dès la phase 1, la JICA a assuré une aide visant à étendre les services sanitaires de base assurés par les ASC. De plus, parallèlement au projet, des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) ont mis en place des activités d'amélioration de la santé fondées sur la participation de la population locale.

La JICA a également fourni des supports pédagogiques pour les écoles d'infirmières en santé communautaire, des équipements médicaux pour les hôpitaux et centres de santé, et du matériel destiné à renforcer et promouvoir la politique CHPS via une aide sous forme de dons dès 2007. Par ailleurs, l'Agence a contribué à renforcer les systèmes visant à améliorer les services sanitaires de base à travers ses projets de coopération technique. Durant la phase 2 (qui a démarré en 2008), le Ghana a lancé des activités visant à étendre les résultats de la phase 1 aux six districts restants du Haut Ghana occidental. En 2010, date d'achèvement du projet, 81 aires disposaient de services de santé communautaire opérationnels, contre 24 lors du lancement en 2006 ; de plus, 160 ASC avaient été formés.

« Les ASC font des miracles. La maladie que je m'étais résignée à endurer a été guérie comme par magie ! », nous confie une vieille dame. La JICA poursuivra ses efforts pour que les Ghanéens puissent continuer à se réjouir d'avoir accès à des soins de santé.



JOCV conduisant des activités de sensibilisation.

#### Le point de vue de notre partenaire

**Dr Sylvester Anemana**  
Vice-ministre de la Santé (précédemment directeur des services de santé du Ghana, division du personnel)

Après la réussite du projet pilote dans le Haut Ghana occidental, cette politique devait être appliquée en vraie grandeur avec l'appui de la JICA. En 2008, les indicateurs de la région du Haut Ghana occidental se sont améliorés grâce aux efforts de l'équipe régionale de gestion sanitaire, des équipes de district et de la population locale. D'autres régions ont même organisé des voyages d'étude pour tirer parti de nos expériences. Le ministère de la Santé est allé jusqu'à modifier sa politique pour prendre en compte les remarques du personnel de terrain. Dès 2010, les ASC ont commencé à bénéficier officiellement d'une formation en soins obstétricaux, et un système permettant de leur fournir des téléphones portables a été mis en place pour qu'ils puissent appeler une ambulance en cas d'urgence.